

(Suite de la page 5)

dont l'objectif à terme est bel et bien la reconnaissance formelle de l'indépendance algérienne, démarche qui sera, au demeurant, très largement soutenue à travers le référendum du 8 avril 1962.

4- L'indépendance à l'ombre de la crise

De quoi sera faite l'indépendance algérienne ? Cette question, tous les observateurs de la guerre d'indépendance se la posent. Elle évoque, pour certains d'entre eux, le spectre de la guerre civile. Les motifs d'inquiétude les plus manifestes puisent d'abord dans les travaux du Conseil national de la révolution algérienne, instance suprême du FLN, (CNRA) réuni à Tripoli depuis le 27 mai, marqués par un climat de violences verbales, de diatribes et de mises en cause qui mettent à mal l'unité et la crédibilité du GPRA.

Le CNRA se sépare dans la confusion dans la nuit du 5 juin, livrant le destin du FLN à la course au pouvoir dont l'alliance entre Ahmed Ben Bella et l'EMG constitue l'un des axes. Le constat reste que le crédit du CNRA, celui du GPRA, symboles aux yeux des Algériens et du monde du combat pour l'indépendance, était définitivement entamé alors que sur un autre registre des fédérations du FLN signalaient les agissements des éléments militaires relevant de l'autorité de l'EMG remettant en cause les instances régulières du Front. «On savait que Boumediène, chef de l'état-major, avait, par l'intermédiaire de Si Abdelkader, sollicité l'appui de Boudiaf dans le conflit qui, depuis quelques mois, l'opposait au GPRA. Face aux réticences de Boudiaf, il se résout à convaincre Ben Bella dont le soutien fut aussi acquis»⁽¹⁰⁾, relève Ali Haroun, dirigeant de la Fédération de France du FLN.⁽¹⁰⁾

La crise prend le pas sur le proche référendum et, de l'intérieur, se met en place une initiative d'appel à «rester unis jusqu'à l'élection de l'Assemblée nationale constituante pour la sauvegarde de

l'unité territoriale et des intérêts de la nation»⁽¹¹⁾. Cette réunion des 24 et 25 juin, dite Zemmorah, rassemblait les responsables des Wilayas II, III, IV, de la Zone autonome d'Alger et de la Fédération de France du FLN et appelait à la dénonciation des membres de l'état-major.

Le 30 juin, un communiqué du président du GPRA rendait publique la décision de destitution de l'EMG et de dégradation du colonel Boumediène et des commandants Mendjeli et Slimane. Décision aussitôt dénoncée par Ben Bella et déclarée illégale par les éléments de l'EMG. C'est en Algérie même que la crise se transportera dans la violence qui aura, miraculeusement, épargné ce dimanche 1^{er} juillet.

«Alger s'est réveillée de bonne heure ou peut-être n'a pas dormi toute à son attente fiévreuse. Les Algériens s'apprêtent à se rendre dans les bureaux de vote comme à une fête religieuse, silencieux, graves et disciplinés. Nous allons tous sceller notre serment du 1^{er} Novembre», écrit le commandant Azzeddine⁽¹²⁾. Le «non» remporte seize mille cinq cent trente-quatre voix, le «oui» six millions. Le mardi 3 juillet, le Conseil des ministres français, réuni sous la présidence du général de Gaulle, prend acte officiellement des résultats du référendum et rend publique sa reconnaissance officielle de l'État algérien, indépendant et souverain. Le général de Gaulle adresse un message en ce sens au président Farès qui en accuse

réception et fait lever officiellement le drapeau national dans le ciel d'Alger.

Le GPRA fait son entrée à Alger.
A. M.

NOTES

- 1- Farès (Abderrahmane) : *La cruelle vérité*. Casbah Editions – Alger 2000.
- 2- Farès op cité
- 3- Farès op cité
- 4- Farès op cité
- 5- Commandant Azzeddine : *Et Alger ne brûla pas*, Enag Editions – Alger 1997.
- 6- Farès op cité
- 7- Merdaci Abdelmadjid : *L'accord FLN-OAS*, in *Le Soir d'Algérie* 16 juin 2012.
- 8- Farès op cité.
- 9- Nouschi (André) *La naissance du nationalisme algérien*, Editions de Minuit Paris 1962.
- 10- Haroun (Ali) *L'été de la discorde*, Casbah Editions – Alger 2000.
- 11- Haroun (Ali) op cité
- 12- Commandant Azzeddine op cité.

ALGER LE 4 JUILLET 1962

La déclaration de Benkhedda président du GPRA

Après un long séjour imposé par les nécessités de la guerre, le Gouvernement provisoire de la République algérienne, détenteur de la souveraineté nationale, rejoint le sol algérien au moment où notre patrie accède à l'indépendance. Ces trente-deux ans d'occupation coloniale prennent fin. Ces trente-deux ans de lutte héroïque, de sacrifices incalculables et de souffrances, sept ans et demi de guerre atroce nous ont été imposés pour arracher le droit le plus sacré pour un peuple : celui de vivre libre et indépendant. C'est grâce à l'unité, pétrie dans la lutte et l'épreuve, au sein du Front de libération nationale, et autour du gouvernement provisoire de la République algérienne, que le peuple a gagné la bataille de l'indépendance.

Nous tenons à exprimer, au nom du gouvernement et du peuple algérien, notre gratitude profonde aux gouvernements et aux peuples frères et amis qui n'ont pas cessé de nous accorder leur appui durant les longues et dures années de notre combat.

De même, nous n'oublions pas le rôle qu'ont courageusement joué les démocrates de France et d'ailleurs.

L'Algérie est aujourd'hui indépendante, mais la lutte est loin d'être terminée. L'indépendance n'est pas une fin en soi, elle est un moyen qui permet d'atteindre les objectifs économiques et sociaux sans lesquels on ne peut parler de révolution.

A ce titre, des tâches immenses nous attendent. Il faut rebâtir le pays, créer une économie nationale au service du peuple, réduire la misère et l'analphabétisme, recaser les regroupés et les réfugiés. Il faut donner à l'Algérien et à l'Algérienne les moyens de vivre décemment et d'épanouir leur personnalité dans le cadre de notre culture nationale.

Par ailleurs, nous sommes liés aux Accords d'Evian conclus entre le Gouvernement provisoire de la République algérienne et le gouvernement français et ratifiés par le vote massif du peuple algérien le 1^{er} juillet. Ces accords, qui ont mis fin à la guerre atroce, constituent une grande victoire. Ils consacrent l'intégrité du territoire et l'indépendance politique de l'Etat algérien. Nous les appliquerons loyalement.

A côté des objectifs à terme, se posent des problèmes plus immédiats dont la solution conditionne impérativement la réalisation de ces objectifs. Il s'agit d'assurer le fonctionnement normal dans tous les secteurs de l'écono-



Photo : DR

mie et de toutes les activités sociales et humaines.

Le problème de l'heure, c'est l'Etat.

Il est fondamental que l'Etat algérien repose sur des institutions démocratiques saines et solides. Il est capital pour la révolution de restaurer le cadre légal de l'ordre public, de la justice et de la défense nationale. La souveraineté nationale ne peut s'exprimer que dans le cadre de l'Etat.

L'Etat aura la charge de garantir le droit des gens et des libertés fondamentales. Il aura la charge de promouvoir la politique économique, sociale et internationale, conformément aux objectifs de la révolution et aux vœux intimes du peuple. Il aura la charge d'assurer la défense de l'intégrité du territoire grâce à notre glorieuse Armée de libération nationale.

Nos institutions étatiques seront le reflet fidèle du peuple algérien qui aspire profondément à l'ordre intérieur, à la paix pour s'adonner aux tâches immenses de la reconstruction.

L'Etat sera le serviteur du peuple, et non son gendarme. Il doit s'appuyer sur le peuple, sans lequel il n'est rien. Nul

gouvernement ne pourra opérer la reconstruction s'il n'est aidé par la discipline des citoyens, en général, et des militants, en particulier, et sans le respect de tous ceux qui vivent sur cette terre, quelles que soient leur origine et leur confession. Nous devons assurer la sûreté des biens et la sécurité des personnes.

En cette circonstance solennelle, et au nom du GPRA, je tiens à rappeler ce que nous n'avons cessé de déclarer depuis le 1^{er} novembre 1954 et concernant les Européens, à savoir qu'ils ont leur place en Algérie. L'Algérie est une République démocratique et sociale. Telle a été la volonté du peuple.

Elle sera ce que le peuple lui-même voudra qu'elle soit dans la démocratie et la liberté. La volonté populaire constitue le barrage le plus solide contre la dictature militaire dont rêvent certains, contre le pouvoir personnel, contre les ambitieux, les aventuriers, les démagogues et les fascistes de tous bords. La volonté populaire a été le moteur du combat pour l'indépendance. Elle est la garantie de la victoire dans la bataille pacifique mais gigantesque de la reconstruction.

Les dispositions du chapitre V de la déclaration générale du 19 mars 1962

Chapitre V : Les conséquences de l'autodétermination

Dès l'annonce officielle des résultats prévue à l'article 27 du règlement de l'autodétermination, les actes correspondants à ces résultats seront établis.

Si la solution d'indépendance et de coopération est adoptée :

- l'indépendance de l'Algérie sera immédiatement reconnue par la France ;
- les transferts de compétence seront immédiatement réalisés ;
- les règles énoncées par la présente déclaration générale et les déclarations jointes entreront en même temps en vigueur ;
- l'Exécutif provisoire organisera, dans un délai de trois semaines, des élections pour la désignation de l'assemblée nationale algérienne à laquelle il remettra ses pouvoirs.